



LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 49

LE VENDREDI 7 MARS 2003

87c + TAXES = 1\$

Washington mettra au vote le projet de résolution sur l'Irak

Pour le président américain, il ne reste que quelques jours au temps alloué à la diplomatie

AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Washington — Le président des États-Unis, George W. Bush a estimé, lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche, hier soir, qu'il était temps pour les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies d'«abattre leurs cartes» et il a indiqué qu'il leur demanderait de se prononcer sur le projet de résolution quelles que soient les chances de son adoption.

«Peu importe [le nombre de voix attendues], nous appelons au vote», a déclaré Bush lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche. «Nous voulons voir les gens se lever et dire quelle est leur opinion au sujet [du président irakien] Saddam Hussein et sur l'utilité du Conseil de sécurité des Nations unies.»

«Il est temps [pour eux] d'abattre leurs cartes, de faire savoir au monde quelle est leur position quand il s'agit de Saddam.»

Pour le président américain, il ne reste que quelques jours au temps alloué à la diplomatie.

Les gouvernements britannique et américain se sont par ailleurs déclarés hier prêts à modifier à l'ONU leur projet de résolution ouvrant la voie à une guerre contre l'Irak, à la veille d'une nouvelle réunion ministérielle fondamentale du Conseil de sécurité sur le désarmement irakien.

Dix ministres des Affaires étrangères, dont Colin Powell (États-Unis) et Dominique de Villepin (France), sont attendus pour cette rencontre, ce matin, alors que les pro-guerre et les partisans d'inspections renforcées

VOIR PAGE A 10: WASHINGTON

1931-2003

Sébastien Japrisot, «maître de la narration»

LE DEVOIR ET L'AGENCE FRANCE-PRESSE

L'écrivain Sébastien Japrisot, qui vient de mourir à l'âge de 71 ans, entretenait un compagnonnage solide avec le cinéma, comme scénariste ou comme romancier adapté par le septième art.

Son dernier roman, *Un long dimanche de fiançailles* (Denoël), une histoire d'amour qui se déroule pendant la Première Guerre mondiale, lui a valu le prix Interallié en 1991. Le livre devrait être adapté sous peu au cinéma par Jean-Pierre Jeunet, le réalisateur d'*Amélie Poulin*, à l'enseigne de la major américaine Warner Brothers. Jeunet parle d'*«un film intimiste et positif»*. Il s'agit d'une superproduction.

Plus récemment, Sébastien Japrisot a écrit le scénario des *Enfants du marais*, de Jean Becker (1999), qui a eu deux millions de spectateurs en dépit d'une critique mitigée.

Né à Marseille le 4 juillet 1931, de son vrai nom Jean-Baptiste Rossi, il écrit à 18 ans son premier roman.

VOIR PAGE A 10: JAPRISOT

TRANSPORTS

L'autoroute 30, 30 ans plus tard

À lire en page A 3

INDEX

7	7313 00068	9	
Annances	A 4	Monde	A 5
Avis publics	B 6	Mots croisés	B 6
Bourse	A 6	Plaisirs	B 8
Cinéma	B 3	Sorties	B 5
Éditorial	A 8	Sports	B 7
Idées	A 9	Télévision	B 3
Météo	B 6	Week-end	B 1

2500 papillons en liberté surveillée



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'INSECTARIUM de Montréal avait des papillons dans le ventre hier: 2500 pour être précis, rassemblés, tout comme ce majestueux morpho, dans la grande serre d'exposition à l'occasion de l'événement «Papillons en liberté». Jusqu'au 27 avril, ces lépidoptères déploieront leurs ailes colorées dans ce haut lieu de l'entomologie pour permettre aux Montréalais «de fuir la rigueur de l'hiver» tout en leur donnant un «petit goût du sud», affirme le Jardin botanique.

Québec cible le syndrome de la pelouse parfaite

LOUIS-GILLES FRANCEUR LE DEVOIR

Le nouveau Code des pesticides du Québec, dévoilé hier, attaque de front le syndrome bien nord-américain de la pelouse parfaite afin de réduire en milieu urbain l'exposition des enfants et des adultes aux plus nocifs de ces poisons par une interdiction totale de vente commerciale et d'usage sur les terrains privés, résidentiels et commerciaux, dans trois ans.

De plus, la nouvelle réglementation interdit dès maintenant l'usage des pesticides dans tous les espaces publics verts, parapublics et municipaux, y compris les centres de la petite enfance et les surfaces gazonnées des écoles primaires et secondaires, à l'exception des terrains de golf. Ces derniers, grands consommateurs d'engrais et de pesticides, devront néanmoins concevoir et soumettre au ministère de l'Environnement un plan triennal de réduction de leurs pesticides d'ici trois ans.

Entre le projet de code publié l'été dernier et celui dont l'entrée en vigueur a été annoncée, on trouve assez peu de différences. Les municipalités et de

Les pesticides sont interdits dès maintenant dans les endroits publics et le seront dans trois ans sur les pelouses privées

VOIR PAGE A 10: PELOUSE

FINANCEMENT

La principale de McGill monte au front

Nouvelle tête dirigeante, même combat. La principale de l'université McGill, Heather Munroe-Blum, est en poste depuis janvier seulement, et, déjà, elle entreprend une opération de charme auprès de Québec pour renflouer ses coffres et rehausser la cote de McGill.

À lire en page A 4

La trinité contre le Satan irakien

Bush, Blair et Aznar sont unis par un christianisme pur et dur

Qu'est-ce qui fait courir en rangs si serrés le président George W. Bush et les premiers ministres Tony Blair et José Maria Aznar vers une guerre contre l'Irak? Les arguments sont pétroliers, militaires, antiterroristes. Mais encore? Voici également une trinité dont les actions politiques ont en commun une conception tranchée du devoir de tout bon chrétien.

GUY TAILLEFER LE DEVOIR

George W. Bush n'a pas inventé le «God bless America». Tous les présidents américains avant lui ont eu recours à Dieu, à un moment ou un autre. «Mais il a fallu une guerre, et la perspective d'une autre, pour mettre en exergue une évidence: jamais un président — et sa présidence — n'a été plus résolument basé sur la foi, une entreprise fondée et guidée par la confiance dans le pouvoir spirituel et temporel de Dieu», écrit cette semaine la revue *Newsweek* dans un dossier intitulé «Bush and God». Sur le même fond messianique, ses très fidèles alliés britannique et espagnol, MM. Blair et Aznar, défendent avec la même ardeur le déclenchement d'une «guerre juste» contre l'Irak.

«Il y a le vrai et le faux, le bien et le mal»

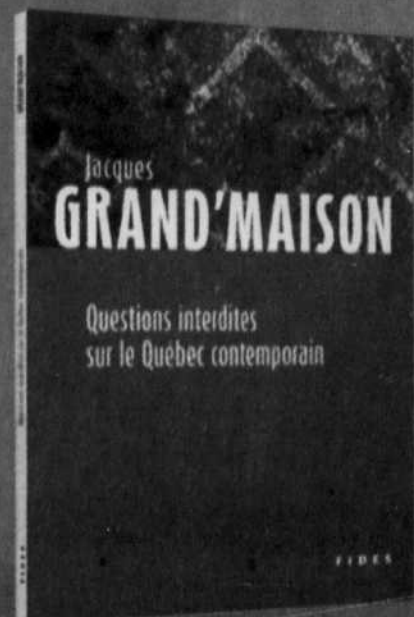
Les trois hommes, qui ne sont d'ailleurs

jamais allés à la guerre, sont pourtant à l'envers de leur opinion publique ou voient pour le moins leur obstination sévèrement critiquée, y compris dans les milieux religieux, ce qui ne les empêche pas de leur tenir tête, chose exceptionnelle dans nos démocraties gouvernées selon les vents des sondages.

José Maria Aznar, né en 1953, est un catholique pratiquant que le pape Jean-Paul II, qui défend des positions antiguerre, a reçu en audience à plus d'une reprise. Conservateur et discret, il va à la messe, et si ce n'était de sa moustache, disent ceux qui le raillent, il passerait inaperçu. Son père fut fonctionnaire sous le régime de Franco. Son épouse Anna Botella, qui briguera les suffrages aux élections municipales de Madrid en mai prochain, a la poigne et le charisme que son mari n'a pas. En 1978, celle

VOIR PAGE A 10: TRINITÉ

Petit manifeste d'un réac



JACQUES GRAND'MAISON
QUESTIONS INTERDITES
SUR LE QUÉBEC
CONTEMPORAIN
90 PAGES • 9,95\$



LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Christian Rioux

France-Amérique:
le divorce

Au début, on a cru à une simple saute d'humour, un effet de style, une de ces rebuffades dont ils sont si friands. Après tout, les Français n'ont jamais rien fait comme tout le monde. Pourquoi en aurait-il été autrement à propos de l'Irak?

Lorsque Jacques Chirac a manifesté ses premières réticences, en octobre, on y a vu une habile façon d'attirer l'attention sur son gouvernement à peine réélu. Comme un élève qui lève le doigt au fond de la classe et dit «présent» avec un air froncé. Les plus cyniques y auront décelé une façon de récupérer le pacifisme qui s'était manifesté quelques semaines plus tôt lors des élections allemandes. En effet, il ne faut pas l'oublier, Gerhard Schroeder a été le premier chef de gouvernement à s'opposer à une intervention américaine en Irak, intervention à laquelle la France semblait indifférente jusque-là.

À l'heure où la France semble déterminée à brandir son droit de veto à l'ONU, il faut constater qu'on s'était trompé. On aura beau tenter de minimiser la profondeur de la blessure, la plaie mettra du temps à se refermer. Le désaccord est là pour rester.

Rarement la France et les États-Unis ont-ils affiché de telles divergences. On peut certes rappeler les événements de 1966, lorsque de Gaulle avait exigé le retrait des troupes de l'OTAN du territoire français. Mais les experts affirment qu'il n'y avait alors pas eu une telle poussée de francophilie aux États-Unis ni d'antiaméricanisme en France. Si on ajoute à la liste les divergences sur le Tribunal pénal international, le protocole de Kyoto et la diversité culturelle, on comprend pourquoi le directeur de l'Institut français des relations internationales, Dominique Moïsi, voit dans cette crise «la première grande crise transatlantique de l'après-guerre froide».

Il faut pourtant oublier le lyrisme du ministre-poète Dominique de Villepin pour se rendre compte que la position française est d'abord pragmatique.

On croit rêver en voyant un intellectuel d'habitude aussi passionné que Régis Debray invoquer le «principe de réalité» dans le *New York Times* du 23 février. L'ancien compagnon de Che Guevara rappelle fort justement que «si Paris entendait bombarder Caracas, Washington hésiterait à suivre».

On a la politique de sa géographie. Or la France est aux portes du monde musulman, avec lequel elle entretient des liens complexes et multiples. Si Paris bombardait Mexico, des quartiers complets de Miami, de San Diego et de Phoenix seraient en ébullition. C'est exactement ce qui risque d'arriver dans les banlieues françaises si la guerre en Irak s'éternise.

L'islam est la deuxième religion de la France et le pays compte la plus grande minorité arabe en Europe. Ce n'est pas par hasard que Jacques Chirac a choisi ce moment précis pour aller se faire applaudir dans les souks algérois. Le souvenir des centaines de jeunes Algériens qui ont hué *La Marseillaise* lors du premier match de football entre l'Algérie et la France n'est pas loin. Il en va, pour ainsi dire, de la sécurité intérieure du pays.

Ce pragmatisme tant vanté par Debray, la France l'a appris au sein de l'Europe. Depuis le développement de l'Union européenne, Paris ne peut tout simplement plus imaginer qu'un conflit se règle par la force. Si les Européens n'ont pas saisi toute l'ampleur du choc du 11 septembre 2001, Washington est loin de comprendre comment la construction européenne a profondément modifié la pensée stratégique française.

Après avoir provoqué deux guerres mondiales, cela fait maintenant un demi-siècle que les Européens règlent leurs conflits par la négociation. Ils ne comprennent tout simplement pas pourquoi les Américains ne s'astreignent pas à la discipline qu'ils se sont imposée et qu'ils tentent même d'imposer à leurs amis africains, comme le montre l'action française en Côte-d'Ivoire. Depuis le Vietnam et l'Algérie, la France s'est tenue loin des actions militaires solitaires, au point de faire la sourde oreille, il y a une dizaine d'années, aux appels des Bosniaques et, plus récemment, des Tchétchènes.

En retour, cela amène la France à ne rien comprendre à la responsabilité qui échoit aujourd'hui aux États-Unis. Quand on est le gendarme du monde, qu'on le veuille ou non, on a des responsabilités que les autres n'ont pas.

Le grand problème de la position française sur l'Irak, c'est qu'elle démontre par A + B la faiblesse de l'Europe. C'est qu'en dépit de sa popularité, elle n'a pas vraiment d'existence autonome.

À quoi serviraient ces touchants appels à renforcer les inspections si les États-Unis n'avaient pas stationné 300 000 hommes dans la région? À quoi rimeaient les discours passionnés de Dominique de Villepin sur la paix si les États-Unis n'avaient pas résolu ment préparé cette guerre?

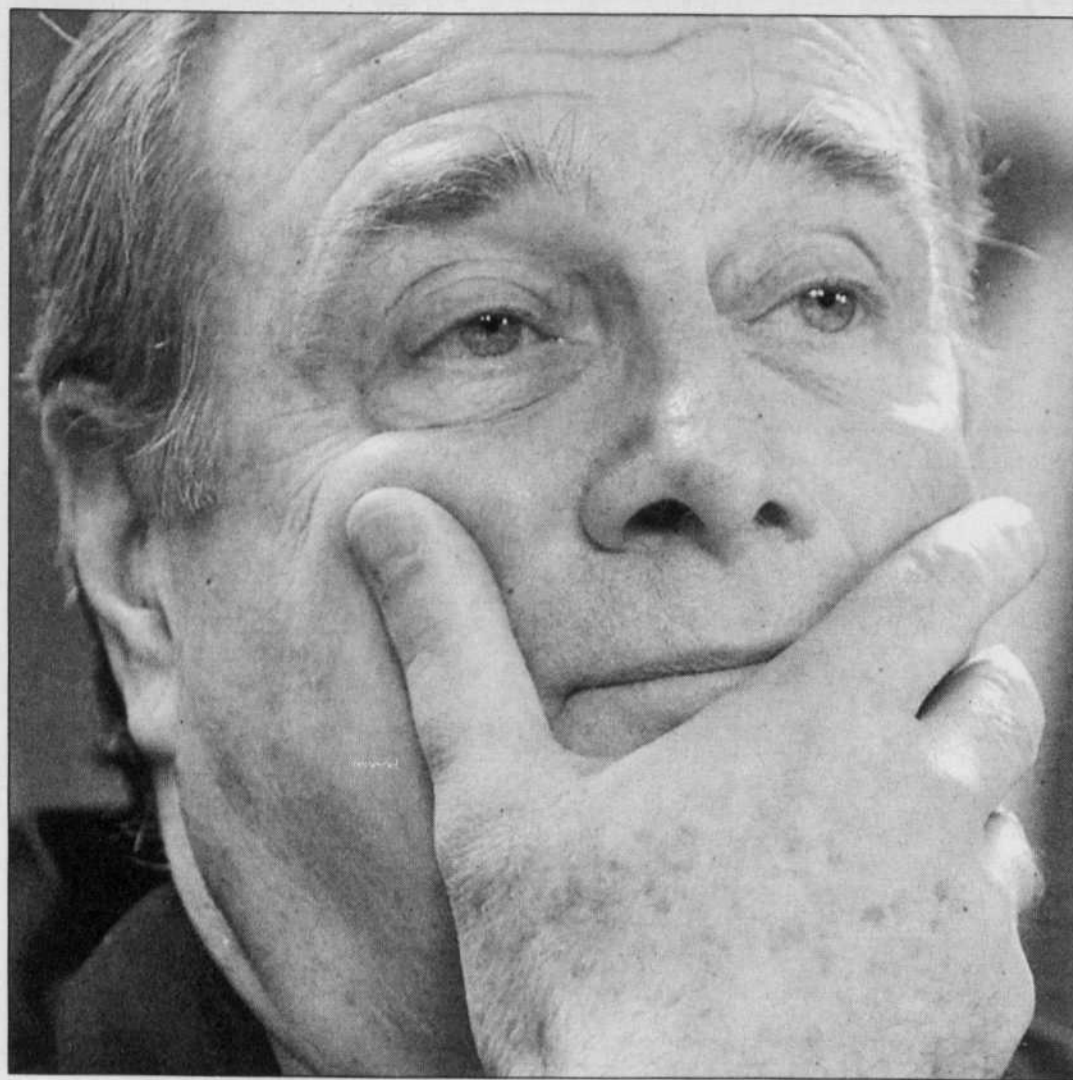
Au delà de la récupération du pacifisme ambiant, la position française n'a pas d'existence autonome. La France n'a d'ailleurs pas d'autre plan pour le Moyen-Orient que de négocier le plus longtemps possible. Qu'il suffise de mentionner qu'elle n'a absolument rien proposé pour calmer le jeu palestinien. Jacques Chirac aurait pu montrer qu'il y a une ambition pour l'ensemble de la région en exigeant des concessions en Palestine en échange d'une participation formelle ou d'une neutralité bienveillante devant l'offensive américaine.

Malheureusement, il n'y a rien de tout cela dans la position française. Jacques Chirac semble surfer sur la politique américaine comme il a surfé sur toutes les modes depuis 20 ans.

C'est l'immense paradoxe de la position française. Même si on finissait par désarmer Saddam Hussein pacifiquement, la France devrait en remercier les Américains et personne d'autre.

crioux@ledevoir.com

Christian Rioux est correspondant du Devoir à Paris.



ARCHIVES LE DEVOIR

Quelqu'un peut-il arrêter Paul Martin? Hier, il a démontré qu'il avait la mainmise quasi complète sur le parti qu'il aspire à diriger. Inquiétant pour ses adversaires.

L'aspirant chef depuis 13 ans dépose son bulletin de candidature

Dans la course!

Paul Martin fait la démonstration de sa puissance: 86 % des présidents d'association de comté sont avec lui

La candidature de Paul Martin à la chefferie du Parti libéral du Canada est devenue officielle hier, avec la présentation de son bulletin de mise en nomination. Même si le document était signé par 86 % des présidents d'association de comté du parti, les représentants des équipes Copps et Manley refusaient de se dire ébranlés par la nouvelle.

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Après presque 13 années de course officieuse au leadership, Paul Martin a finalement déclaré sa candidature officielle hier et il l'a fait en démontrant sa force d'attraction au sein du Parti libéral du Canada. Sur son bulletin de mise en nomination figuraient les signatures de 259 des 301 présidents d'association de comté, en plus de celles de milliers de supporters.

Parmi les signataires, on retrouve 69 des 75 présidents d'associations du Québec et 86 des 103 présidents ontariens. Tous les présidents provinciaux des Jeunes libéraux et de la Commission des femmes se sont aussi rangés derrière Paul Martin. Le bulletin de M. Martin était accompagné du dépôt obligatoire de 37 500 \$.

Paul Martin devient le second candidat officiel après l'entrée dans la course de Sheila Copps la semaine dernière. On attend maintenant la décision définitive du ministre des Finances, John Manley. Il a encore répété hier qu'il avait toujours «l'intention d'être candidat» mais qu'il trancherait la question au retour d'une semaine de vacances. La ministre de la Santé, Anne McLellan, a pour sa part confirmé hier qu'elle ne se lancerait pas dans la course, préférant assurer la reconnaissance des intérêts de l'Ouest par les différents candidats.

Malgré le geste posé, Paul Martin insistait hier pour dire qu'il ne s'agissait pas du lancement officiel de sa campagne. Ce dernier aurait lieu en bonne et due forme à Montréal, la ville où il est député, a-t-il souligné, après une rencontre avec des étudiants de Burlington. Dans son entourage, on parle de la mi-avril, si les circonstances le permettent.

L'équipe de M. Martin nie avoir voulu servir une

douche d'eau froide à John Manley, qui jauge toujours ses options après une réunion de plusieurs heures mercredi avec ses organisateurs. «Nous voulons simplement avoir accès aux listes de membres et aux formulaires d'adhésion pour renforcer notre position. Nous ne prenons rien pour argent comptant. Nos raisons sont les mêmes que celles des autres camps», soutient Scott Reid, un des organisateurs de Paul Martin.

L'équipe Manley songe à présenter elle aussi les documents de son candidat. Le ministre des Finances ne prévoit pas dévoiler ses intentions avant la semaine du 17 avril, mais les amis de John Manley veulent avoir rapidement accès aux listes de membres et aux formulaires d'adhésion, explique Doug Kirkpatrick.

Que 86 % des présidents d'associations locales appuient M. Martin ne l'ébranle pas. «Ce n'est pas une douche d'eau froide. J'aurais eu un choc s'il n'avait pas eu ces appuis après tant d'années de campagne.» «Contrairement à une entreprise, une association de comté est formée d'individus indépendants. Les présidents ne parlent que pour eux-mêmes», renchérit l'organisateur québécois de M. Manley, Pierre Léger.

De passage à Toronto, John Manley affichait le même détachement. «Personne ne possède le vote de qui que ce soit», a-t-il dit. Et à son avis, il lui reste suffisamment de temps pour s'imposer s'il décide de se lancer en campagne.

Dans le camp Copps, on n'était pas davantage secoué par les appuis de M. Martin. «C'est ce à quoi nous nous attendions, car nous savions que leur stratégie était de cibler les exécutifs. Sheila Copps n'est pas du genre à se laisser décourager par ça. Elle sait depuis le début que M. Martin est en avance et qu'elle doit le rattraper, ce qu'elle s'emploie à faire», a réagi Joseph Thornley, son principal organisateur.

En fait, il applaudit à l'entrée officielle de M. Martin dans la course, car le parti n'a plus de raison de retarder la tenue des débats demandés par Mme Copps. Elle a demandé qu'il y ait dans toutes les provinces et devant certaines commissions.

Le prochain chef libéral doit théoriquement être élu lors du congrès qui se tiendra du 12 au 15 novembre prochain à Toronto, mais on pourrait avoir une idée du gagnant dès la fin de semaine du 20 septembre quand les délégués seront choisis, puisque la répartition des délégués par candidat sera le reflet du pourcentage des votes reçus.

Tremblay recrute une ancienne adjointe de Lucien Bouchard

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Une recrue d'expérience aux allégeances souverainistes se joindra sous peu à l'équipe des communications du maire Gerald Tremblay, un fédéraliste de longue date. Christiane Miville-Deschênes, attachée de presse de l'ex-premier ministre Lucien Bouchard, entrera au cabinet du maire à la fin du mois d'avril, a confirmé hier le directeur des communications, Richard Thériault.

L'embauche de Mme Miville-Deschênes survient à la suite de la décision d'un membre de l'équipe des attachés de presse du maire de quitter ses fonctions. Celui-ci travaille toujours au sein du cabinet, mais il aurait récemment fait savoir à Richard Thériault qu'il désirait quitter le milieu de la politique. «C'est son droit le plus légitime. Ça s'est fait dans un climat de sérénité», indique M. Thériault.

Mme Miville-Deschênes, qui est actuellement à

l'emploi de la Délégation du Québec à Paris comme directrice de cabinet, entrera dans ses nouvelles fonctions auprès du maire à la fin du mois d'avril. «C'est une communicatrice d'expérience rompue à la dimension politique avec une excellente capacité d'analyse, un bon jugement politique et entretenant des relations intelligentes avec les médias», fait valoir M. Thériault.

Respectée par les journalistes de la colline parlementaire et reconnue pour la maîtrise qu'elle avait des dossiers qu'elle gérait, Mme Miville-Deschênes a une longue expérience de communicatrice au sein du Parti québécois. Après avoir œuvré au cabinet de Jeanne Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu dans le gouvernement de Jacques Parizeau, puis à celui de Pauline Marois, alors que celle-ci était ministre de l'Éducation, elle avait été recrutée par Lucien Bouchard en 1998 comme attachée de presse. Elle a occupé ces fonctions jusqu'à la démission du premier ministre en 2001.

Les travaux commenceront l'été prochain

L'autoroute 30,
trente ans
plus tard

Québec et Ottawa
ont réglé leur différend
sur le partage des coûts

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Québec et Ottawa ont mis fin à la querelle qui les opposait depuis des mois pour annoncer hier les détails de l'entente intervenue pour le parachèvement de l'autoroute 30, au coût de 730 millions. Les travaux, qui s'échelonnent sur six ans, débuteront dès cet été et les deux gouvernements se partageront la facture. L'annonce conjointe ne pouvait pas tomber mieux pour le Parti québécois à l'aube d'une campagne électorale.

Les négociations ont été laborieuses, mais les gouvernements d'Ottawa et de Québec ont finalement réglé leur différend au sujet du financement des travaux de prolongement de l'autoroute 30, un projet attendu depuis trois décennies. À l'occasion d'une conférence de presse hier à Longueuil, une délégation de trois ministres fédéraux et deux ministres québécois ont dévoilé les grandes lignes de l'entente.

La première phase du projet débutera cet été avec la réalisation du tronçon de 7,7 kilomètres entre Candiac et Sainte-Catherine, dans l'axe de la route 132. Québec en assumera la totalité des coûts évalués à 180 millions.

Les travaux sur le second tronçon, d'une longueur de 35 kilomètres entre Châteauguay et Vaudreuil-Dorion, seront amorcés à l'automne 2004.

Un lien autoroutier de sept kilomètres, vers Salaberry-de-Valleyfield, ainsi que deux ponts enjambant le fleuve et le canal de Beauharnois seront également construits. Cette phase sera réalisée en collaboration avec un partenaire privé choisi au terme d'un appel d'offres. Le soumissionnaire choisi devra assumer la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien de l'autoroute ainsi que le financement des travaux. «Nous allons choisir la meilleure offre, celle qui couvrira la plus grande distance et qui sera techniquement réalisable», a indiqué hier le ministre québécois des Transports, Serge Ménard. Un système de péage sera vraisemblablement installé sur un pont, précise-t-il. Selon le calendrier établi, les premières voitures devraient pouvoir rouler sur la nouvelle autoroute à l'automne 2009.

En décembre dernier, les ministres fédéraux de passage à Montréal avaient annoncé qu'Ottawa ne participerait pas au financement du premier tronçon, au grand dam des ministres québécois. Les discussions des dernières semaines ont permis de réconcilier les différents interlocuteurs.

Ainsi, le gouvernement du Québec financera seul la construction du tronçon reliant Candiac à Sainte-Catherine afin d'accélérer les travaux, indique Serge Ménard, ministre québécois des Transports. «Québec était prêt à faire ce tronçon. Nous venions de recevoir l'autorisation du ministère de l'Environnement et nous avions déjà procédé aux expropriations. Si le fédéral avait fait ce tronçon, il aurait fallu qu'il engage son propre processus d'évaluation environnementale.»

Ce segment sera réalisé en dépression sur la majeure partie de sa longueur et traversera les municipalités de Sainte-Catherine, Saint-Constant, Delson et Candiac malgré la contestation que suscite ce tracé chez de nombreux résidents des secteurs concernés. «Quel que soit le choix que nous aurions fait, cela n'aurait pas fait l'unanimité», croit Serge Ménard en rappelant que son ministère avait rejeté le tracé sud, en zone agricole, parce que la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) s'y opposait. «Il ne s'agira pas d'une tranchée comme l'autoroute Décarie, mais d'un projet où il y aura des aménagements paysagers qui vont étouffer le bruit et vont embellir les villes qu'ils vont traverser», promet-il.

À ceux qui trouvent que le moment choisi pour faire cette annonce constitue pour le gouvernement québécois une heureuse coïncidence, la ministre des Finances, Pauline Marois, rétorque: «Nous ne sommes pas en campagne et j'imagine que trois ministres fédéraux ne seraient pas venus s'asseoir avec deux ministres québécois pour confirmer une entente formelle sans qu'il y ait un engagement réel quant à la réalisation de cette autoroute.» Pour Allan Rock, ministre fédéral de l'Industrie, le parachèvement de l'autoroute 30 est «un sujet trop important pour la partisannerie.»

EN BREF

Le syndicat des agents de sécurité mis en tutelle

(PC) — Un syndicat représentant quelque 12 000 agents de sécurité au Québec vient d'être mis en tutelle par le Syndicat des métallos, le temps que ce dernier mène une enquête sur des allégations d'irrégularités qui y auraient été commises à l'interne. Le syndicat concerné est la section locale 8922 de l'Union des agents de sécurité. «Une enquête sera instituée afin de faire la lumière sur ce qui perturbe la vie syndicale dans cette importante section locale», a fait savoir le directeur québécois du Syndicat des métallos, Michel Arseneault. Les irrégularités présumées auraient trait au statut de membre du syndicat. «Pour être membre du syndicat, il faut occuper un emploi d'agent de sécurité», rappelait M. Arseneault. Or, selon les allégations qui ont été portées à son attention et qui restent à être vérifiées, «il y a des gens qui, avec la connivence d'un employeur, ont simulé des statuts d'employés qui n'existent pas». Ces personnes auraient agi ainsi dans l'espoir de se faire élire au syndicat. «Il y a des gens qui auraient profité d'employeurs, qui auraient simulé qu'ils travaillaient, pour se rendre éligibles aux prochaines élections», rapportait M. Arseneault.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

WASHINGTON

SUITE DE LA PAGE 1

ont radicalisé leurs positions ces derniers jours.

Le monde ne doit pas se «laisser convaincre par de fausses affirmations» de l'Irak «selon lesquelles il se conforme à ses obligations de l'ONU pour désarmer», a fait valoir Colin Powell.

«Bien sûr, il y a une possibilité d'amender» le projet de résolution des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne, a déclaré à New York le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw. La Maison-Blanche a dit la même chose.

Si Bagdad accepte un désarmement complet, «le gouvernement de l'Irak resterait en place», a ajouté M. Straw, citant le premier ministre britannique Tony Blair. Ce dernier a réaffirmé à Londres qu'il pourrait passer outre à un veto «déraisonnable».

Un texte de compromis n'ouvrant pas automatiquement la voie à la guerre permettrait de sauver la face des deux camps, dont les positions se sont durcies à l'approche, aujourd'hui, de la réunion ministérielle du Conseil de sécurité, notent des diplomates. Le compromis envisagé par Londres et Washington est assez similaire à celui proposé récemment par le Canada.

Selon l'un d'entre eux, britannique, un projet amendé donnerait à Saddam Hussein une «dernière chance» en lui fixant un «ultimatum» «très court», assorti d'une liste de «tâches précises» permettant d'évaluer si Bagdad «coopère vraiment» avec l'ONU.

Jusqu'à présent, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne ne disposent pas d'une majorité de neuf voix pour faire adopter leur texte initial. En outre, la France, la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité, pourraient faire usage de leur droit de veto contre la résolution.

Pour Hans Blix, directeur de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspections de l'ONU (CO-COVINU), l'Irak a «cooperé de manière active le mois dernier». Pour Colin Powell, au contraire, Saddam Hussein poursuit sa stratégie de «déli et de tromperie».

En Turquie, des dizaines de camions militaires américains ont pris la route vers l'est du pays, en direction de la frontière irakienne, alors que les avions américains et britanniques survolent désormais 24 heures sur 24 la zone d'exclusion aérienne imposée par Washington et Londres dans le sud de l'Irak.

Selon le commandement central américain, des avions ont bombardé hier deux sites de défense anti-aérienne irakiens en riposte à des tirs hostiles. Trois Irakiens ont été tués dans un raid aérien américano-britannique dans le sud-ouest de l'Irak, a pour sa part affirmé un porte-parole militaire irakien.

Le Pentagone a déployé au total 230 000 militaires américains aux portes de l'Irak, prêts à entrer en guerre, et en a mobilisé 60 000 autres.

A Bagdad, le président irakien Saddam Hussein a qualifié de «stupidité absolue» une attaque contre l'Irak, assurant que son armée combattrait même avec «des fusils et des grenades». Six missiles prohibés al-Samoud 2 ont été détruits sous supervision de l'ONU, portant à 34 le nombre de ces engins mis hors service depuis le 1^{er} mars.

A Bagdad également, plus de 150 ressortissants russes devaient quitter la ville hier soir sur instruction de leur gouvernement et seront suivis par 450 autres dans les prochains jours.

Dans la bataille diplomatique qui fait rage entre les membres de l'ONU, plusieurs États non membres du Conseil de sécurité ont à nouveau pris position.

Un veto de la France contre une deuxième résolution anglo-américaine sur l'Irak «ferait exploser les Nations unies», a estimé le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Jaap de Hoop Scheffer, cité par l'agence de presse ANP.

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a jugé «non nécessaire mais souhaitable» une nouvelle résolution de l'ONU sur l'Irak lors d'un sommet en Allemagne avec le chancelier allemand Gerhard Schröder. Ce dernier, membre non permanent du Conseil de sécurité, a réaffirmé l'opposition de son pays à un texte «non nécessaire pour l'instant».

Objet de multiples pressions des deux camps, le président pakistanais Pervez Musharraf a avoué qu'il préférerait que son pays ne soit pas actuellement membre du Conseil de sécurité. «Ce n'était pas vraiment le moment d'être membre du Conseil de sécurité et dans une position si difficile», a-t-il dit à la chaîne de télévision américaine ABC.

Le Pentagone a établi un plan pour étendre les puits de pétrole irakiens si Saddam Hussein répète ce qu'il a fait au Koweït en 1991, a indiqué le département de la Défense américain dans un communiqué hier.

Le président irakien Saddam Hussein s'y prépare, affirme le Pentagone, citant des renseignements récents faisant état de la livraison à l'Irak de 24 wagons d'explosif au pentolite.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

grandes institutions horticoles ont fait pression pour pouvoir conserver le droit d'utiliser ces produits ailleurs que sur les surfaces gazonnées parce que les risques d'exposition seraient moindres.

Quant aux nouvelles règles, dévoilées par le ministre de l'Environnement et de l'Eau, André Boisclair, elles ont été applaudies chaudement par la Coalition pour les alternatives aux pesticides (CAP), un groupe écologiste bien garni en scientifiques de renom, qui milite depuis des années en faveur d'une interdiction d'usage des pesticides en milieu urbain.

Pour la présidente du CAP, Edith Smeesters, «tous les regards des écologistes de l'Amérique sont tournés depuis aujourd'hui sur le Québec, dont le code devient la référence. On lève notre chapeau au ministre Boisclair pour le courage qu'il a eu de faire aboutir ce dossier qui avait été remis sur les tablettes en raison des pressions de l'industrie. Il n'y a aucun équivalent de notre nouveau code, ni dans les autres provinces canadiennes où tout le monde suit à la trace cette percée québécoise, ni dans les différents règlements des États américains. On peut dire sans risque de se tromper que c'est une première mondiale, car la recherche de pelouses parfaites traitées aux pesticides n'est pas une pratique répandue ailleurs dans le monde...»

Mme Smeesters reconnaît que le nouveau code aura cependant peu d'effets en milieu agricole, le principal usager des pesticides avec plus de 80 % des ventes annuelles dans la province.

Mais, dit-elle, «les enfants de nos villes ne courent pas dans les champs de maïs» et, ajoute-t-elle, «on utilise plus de pesticides par unité de surface sur une pelouse que dans un champ de céréales», ce qui accroît les risques dans toutes les strates de la population et tout particulièrement dans les segments plus vulnérables, comme les enfants et les femmes en âge de procréer.

PELOUSE

Quant au ministre Boisclair, il devait souligner tout particulièrement le fait que le nouveau code s'inspire d'une double approche. La première, basée sur le «principe de précaution», implique qu'en l'absence de certitude scientifique quant à l'innocuité de certains produits, on est justifié d'en réduire leur usage. Le ministre s'est aussi inspiré d'un deuxième principe, dit «d'exemplarité», qui permet de changer des comportements par de nouvelles règles qui amènent les gens à réfléchir aux impacts des pratiques désormais interdites et à étendre ce nouveau souci à d'autres domaines.

Edith Smeesters estime que cette approche d'exemplarité est très importante: «Si les gens, dit-elle, réalisent le danger des pesticides en raison de cette interdiction, ils vont devoir aussi réfléchir à leur usage en agriculture et aux séquelles possibles sur leur santé s'ils continuent de consommer des produits agricoles pas chers mais rendus parfaits grâce aux pesticides. Peut-être qu'avec le temps, un petit ver dans une salade, ou une piqûre sur une pomme, sera considéré comme une assurance-santé. Tout comme on risque à court terme de voir les pelouses impeccables et sans pissenlits, actuellement synonymes de haut statut social, devenir les nouveaux symboles de la pollution et du manque de responsabilité sociale.»

La loi sur les pesticides, qu'avait fait adopter en 1987 l'ancien ministre libéral de l'Environnement, Clifford Lincoln, prévoyait l'adoption d'un code des pesticides, l'équivalent d'un règlement. Consultations publiques, réunions techniques et discussions internes à n'en plus finir, doublées de la peur de déplaire à une industrie jalouse de ses nouveaux marchés en milieu résidentiel, tout a joué pour faire retarder jusqu'à aujourd'hui son adoption. Celle-ci a même été à nouveau différée lorsqu'un débat juridique a opposé les fabricants et les arroseurs professionnels à la municipalité d'Hudson, une cause finalement tranchée par la Cour suprême en juin 2001. Celle-ci a statué

qu'une municipalité a le droit au nom de la sécurité publique de restreindre l'usage des pesticides sur son territoire à condition que cette interdiction ne soit pas totale, ce qui équivaudrait à se substituer aux législateurs provinciaux et fédéraux.

Le nouveau code, qui permet toujours aux municipalités d'adopter des règles plus sévères, interdira d'appliquer la quasi-totalité des produits actuels (sauf les produits légers comme les savons, le borax, etc.) à l'intérieur et à l'extérieur des centres de la petite enfance et sur les terrains des institutions scolaires. Il interdira tout autant l'usage de certains traitements jugés dangereux à l'intérieur de tout bâtiment. Il exige aussi le respect de règles d'épandages à proximité des cours d'eau et en particulier des prises d'eau ainsi qu'à proximité des zones habitées lorsqu'il y a risque de dérive aérienne, par exemple, à proximité des vergers. Le code institue par ailleurs des distances séparatrices pour tous les types d'épandage dans les corridors de transport routier, dans les emprises ferroviaires et dans les corridors de lignes à haute tension. On y utilise généralement des herbicides pour éliminer la végétation indésirable, y compris l'herbe à poux, un contaminant biologique pas encore réglementé aux effets pourtant dévastateurs sur la santé publique en milieu urbain.

Le code institue d'autre part des règles d'affichage pour certaines applications en milieu urbain et sur les terrains de golf, tout comme il définit les modalités de fumigation. Enfin, il interdit les traitements terrestres de pesticides contre les insectes piqueurs, ce qui n'englobe pas les insecticides biologiques utilisés dans l'eau pour enrayer la reproduction parce qu'ils sont réputés sécuritaires et sélectifs.

Enfin, le code interdira dans un an la vente des mélanges engrais-pesticides, dans deux ans l'étalage public de ces produits dans les commerces et dans trois ans la vente de fins domestiques.



Isabelle Adjani et Alain Souchon dans *L'Été meurtrier*, de Jean Becker, inspiré d'un roman de Sébastien Japrisot.

JAPRISOT

SUITE DE LA PAGE 1

Les Mal Partis. Le roman raconte l'histoire des amours entre un collégien et une nonne. Il reçoit en 1966 le prix de l'Unanimité décerné par Jean-Paul Sartre, Louis Aragon et Elsa Triolet.

Il a écrit *Compartment tueurs* (en dix jours, disait-il), *Piège pour Cendrillon* (grand prix de la littérature policière en 1963), puis *La Dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil*, qui seront adaptés à l'écran, respectivement par Costa-Gavras, André Cayatte et Anatole Litvak.

Japrisot était en quête permanente d'un équilibre entre la technique du roman policier efficace et la pure sensibilité littéraire. La plupart de ses scénarios sont devenus des livres après avoir été des films à succès, comme *Adieu l'ami*, *Le Passager de la pluie* ou *La Course du lièvre à travers les champs*.

En 1983, l'adaptation cinématographique de *L'Été meurtrier* (1977), mettant en vedette Isabelle Adjani et Alain Souchon, fut un immense succès. Adjani y était plus belle et plus provocante que jamais. Dans ce film devenu une cérémonie en images d'une vengeance patiente, Adjani incarnait une jeune séductrice prête à

tout pour dénouer à sa façon une tragédie du passé. La beauté radieuse de la Provence contrastait avec la noirceur macabre de l'intrigue. Le livre avait reçu le prix des Deux-Magots tandis que le film avait récolté quatre Césars, dont celui du meilleur scénario.

À l'annonce de la mort de Sébastien Japrisot, le ministre français de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, a rendu hommage à l'écrivain, qu'il a qualifié de «maître de la narration, un écrivain aussi apprécié de la critique que du public».

Dans son communiqué, le ministre français rappelle les paroles de Japrisot: «La seule langue que je comprends, en dehors du français, est celle des images.» On doit aussi à l'écrivain des traductions de l'écrivain américain J. D. Salinger. En 1956, au début de sa carrière, il avait aussi traduit *The Trouble With Harry* (Mais... qui a tué Harry?) de Jack Trevor Story, porté à l'écran par Alfred Hitchcock la même année.

Celui qui affirmait avoir souvent écrit pour arriver à payer ses impôts s'était aussi intéressé au théâtre. Sébastien Japrisot a été accueilli à Montréal à quelques reprises, notamment à l'occasion du Salon du livre de Montréal.

La réfection de Gentilly 2 pourrait coûter 845 millions

PRESSE CANADIENNE

Bécancour — Si la direction d'Hydro-Québec décide d'aller de l'avant avec son projet de réfection majeure de la centrale nucléaire de Gentilly 2, en Mauricie, les travaux pourraient requérir des investissements évalués à quelque 845 millions.

Dans le cadre de l'avant-projet de modification des installations de stockage des déchets radioactifs et de réfection de cette centrale, Hydro-Québec a tenu une conférence de presse à Bécancour hier dans le but d'expliquer les caractéristiques du projet et les études en cours et de donner des renseignements sur le calendrier de travail et la communication prévue.

Jusqu'à maintenant, a indiqué René Pageau, chef de l'avant-projet, Hydro-Québec a investi un peu plus de 20 millions dans diverses études et évaluations. Une dizaine de millions de dollars devront encore être dépensés avant qu'une décision finale ne soit prise.

Des travaux d'ingénierie préliminaires ont par ailleurs été réalisés afin de déterminer plus précisément ce qu'il y aura à faire si les autorités donnent le feu vert à une réfection majeure de la centrale. Ces travaux sont presque terminés, de sorte qu'Hydro-Québec commence à avoir une bonne idée des coûts de réfection.

Selon M. Pageau, la centrale Pointe Lepreau, au Nouveau-Brunswick, qui est en avance sur Hydro-

Québec dans son projet de même type que Gentilly 2, a elle-même évalué son projet à 845 millions, ce qui constitue, à son avis, un bon guide pour le projet de la seule centrale québécoise.

«C'est certain, a-t-il mentionné, que si les travaux se font à Bécancour, les coûts vont ressembler à cet ordre de grandeur.»

Le projet global d'implantation de la centrale nucléaire de Gentilly 2, entrée en exploitation en 1983, avait nécessité à l'époque des investissements de l'ordre de 1,4 milliard. On estime qu'il en coûterait aujourd'hui plus de trois milliards pour construire une nouvelle centrale de même type. C'est un scénario qui n'est absolument pas envisagé à ce moment-ci.

Ce que Hydro-Québec envisage très sérieusement, par contre, c'est de procéder à la réfection majeure de la centrale. Une décision finale devrait être prise à ce sujet vers la fin 2004 ou plus probablement au début 2005.

La centrale telle qu'on la connaît aujourd'hui a une durée de vie utile d'une trentaine d'années. C'est donc dire qu'elle pourrait normalement être maintenue en activité jusqu'en 2013. Les études faites à ce jour indiquent toutefois une déformation des canaux de combustible du réacteur plus rapide qu'on ne l'avait prévu à l'origine.

TRINITÉ

«La liberté que nous chérissons n'est pas le cadeau de l'Amérique au monde, elle est le cadeau de Dieu à l'humanité»

SUITE DE LA PAGE 1

que son époux appelle «mi Hillary» (par allusion à Hillary Clinton) rejoint l'Allianza Popular (AP), une formation de la droite dure emmenée par d'anciens franquistes. C'est elle qui convainc le jeune José Maria, raconte le quotidien *Libération* dans un reportage récent, de voter pour l'AP, ce même parti qu'Aznar va moderniser en 1989 pour fonder le Parti populaire, aujourd'hui au pouvoir. Opposée au divorce, à l'avortement et au droit d'adoption pour les couples homosexuels, elle serait, selon de fortes rumeurs, sympathisante des Légionnaires du Christ, une organisation catholique intégriste. Les Blair étaient aux noces de la fille des Aznar, Ana, en septembre dernier.

Tony Blair, également né en 1953, est un pratiquant discret «mais sans complexe», écrit le journal *Le Monde*, et le premier ministre britannique le plus religieux depuis William Gladstone, qui gouverna à trois reprises entre 1868 et 1894. Comme la majorité de ses prédécesseurs, ce politicien de dénomination anglicane considère qu'il est capital pour l'intérêt de la Grande-Bretagne d'être, dans l'épreuve, du même côté que les Américains.

«D'autant, et c'est essentiel à ses yeux, que les deux pays partagent «les mêmes valeurs», dont celles héritées du christianisme», dit *Le Monde*.

M. Blair est celui des trois à monter la plus vive opposition à son bellicisme. Plus de un million de personnes sont descendues dans les rues de Londres le 15 février pour dire non à la guerre alors qu'aux Communes, dans un vote de fronde sans précédent, 126 députés de son parti ont désavoué la semaine dernière sa position face à Saddam Hussein. Il n'a pourtant pas bougé d'un iota.

Il répète souvent: «Aussi difficile que ce soit, je ferai ce que je crois être juste.» D'où lui vient cet entêtement? Il écrivait en 1993 que le christianisme auquel il adhère est une «religion dure» qui «implique de porter des jugements sur la condition humaine. Il y a le vrai et le faux, le bien et le mal.» Quitte à contredire les Églises anglicane et catholique du Royaume-Uni.

George W. Bush, né en 1946, s'est joint à l'Église méthodiste à laquelle appartenait déjà son épouse Laura (les Églises méthodistes sont nées de l'Église anglicane). Il est de notoriété publique que M. Bush a trouvé dans sa participation à un groupe d'étude de la Bible, à Midland, dans l'ouest du Texas, le courage de cesser de boire vers l'âge de 40 ans. «Au revoir Jack Daniels, bonjour Jésus», résuma un ami. C'est dans ces cercles qu'il commença à articuler le discours évangéliste qu'il pratique aujourd'hui. Bientôt, sa foi religieuse ne fera plus qu'un avec ses nouvelles ambitions professionnelles et sa conception du pouvoir.

En 1988, subalterne dans la campagne présidentielle de son père, il se taille une place comme personne-contact auprès de l'émergent mouvement évangéliste américain qui forme aujourd'hui le noyau du Parti républicain. En 1993, s'appretant à entrer en campagne pour devenir gouverneur du Texas, il laisse échapper son prosélytisme en déclarant à un journaliste qu'il n'y a que ceux qui croient en Jésus qui vont au paradis. Avant de se lancer dans la course à la présidence en 1999, rapporte *Newsweek*, il déclare à une assemblée de pasteurs avoir été «appelé» à exercer des fonctions supérieures. La main de Dieu est maintenant partout dans ses discours: «La liberté que nous chérissons n'est pas le cadeau de l'Amérique au monde, elle est le cadeau de Dieu à l'humanité», a-t-il déclaré dans son dernier discours sur l'état de l'Union, fin janvier. Il aime entendre dire que les gens prient pour lui.

Que la crise irakienne donne lieu à une «guerre juste» et que Saddam Hussein incarne le mal sont des idées qui sont venues «naturellement» à M. Bush, affirme à *Newsweek* David Frum, qui fut un de ses rédacteurs de discours. S'est ajouté aux cours des dernières semaines chez le président un «élément de fatalisme», constate-t-il: «Vous faites de votre mieux et vous acceptez que tout soit entre les mains de Dieu.» Et de la trinité.

WEEK-END CULTURE

DANSE

Plume Latraverse au Club Soda
Cognac, p'tit joint et chants d'épuration

SYLVAIN CORMIER

Retrouver hier Michel Latraverse, dit Plume, au premier de ses trois soirs d'affilée au Club Soda (il y sera aussi les 2 et 3 mai), c'était retrouver une partie de soi-même. Je pensais à ce refrain d'une chanson de Michel Berger à propos de Tennessee Williams, que chante Johnny Hallday: «On a tous quelque chose en nous de Tennessee...» Nous, c'est Plume qu'on a. Imprimé. Indélébile. En dedans pour toujours. Avec les paroles de toutes les chansons. Il n'a qu'à peser sur le bouton et on part la toune. La 20? On est tous redescendus à Gaspé («à Gaspé»). Pleine lune? On l'aimait encore «en hostie». *Chambre à louer?* Il y en a de moins en moins rue Saint-Denis, mais on a fait comme si. *Léon le caméléon*, *Calvaire*, *Immatérielle Daynise*, elles remontaient toutes illico à la surface. *Rideau?* Bien sûr qu'on lui a «payé le cognac-gnac-gnac...» Et le p'tit joint itou. (Il a bu mais pas fumé.) Ça faisait un bien fou de constater à quel point ces chansons nous étaient familières. Familières comme dans famille. Comme dans bonne chaleur du foyer. Revoir Plume faisait chaud au cœur, voilà. Au cœur collectif.

Il faisait aussi bon le revoir avec un «full band», pour dire ça en jargon de rock'n'roll. Les Mauvais Compagnons au grand complet. Plume flanqué à sa droite par Jean-Claude «J.C.» Marsan aux guitares, à gauche par Denis «Cholet» Masson à la basse, plus Roger «Concho» Gravel (claviers, guitare d'appoint) et Charles «Pistache» Guillemette (batterie) derrière. Formidable orchestre, il faut bien le rappeler, qui est à Plume ce que le E Street Band est à Bruce Springsteen. Une sorte d'excroissance naturelle, comme autant de p'tits bras supplémentaires dans le front, tellement les gars font corps avec leur chanteur. C'est plus que de la cohésion: c'est ce qui arrive après cent ans de cohésion, quand ça donne l'impression de jouer tout seul. Réconfortance impression que celle-là: l'usufruit de la fidélité.

Il faisait tout aussi bon découvrir quelques-unes des chansons du nouvel album qui paraîtra avant la fin du mois (c'est Plume qui l'a dit) et qui s'intitulera *Chants d'épuration*. Du Plume tout neuf, mazelte! Y a-t-il eu du Plume neuf depuis *Chansons pour toutes sortes de monde* en 1993? De mémoire, je ne crois pas. D'où joie. Des cinq nouveautés entendues avant de partir pour le journal, j'aime déjà d'amour *Beau filon*, ou aux «*odous*» et aux «*patapoufs*» en cinq couplets bien gras («*Vive les grotas et les grosses touffes!*»), et tout autant *Le Lapin reproducteur*, décrite par Plume comme une «*chanson d'amour difficile*», et peut-être plus que tout *L'Intolérable intolérant*, bondissant honky-tonk sur la difficulté de vivre à long terme son intolérance («*Je peux même plus voir un chien / Sans penser à ce que je vais faire / A son propriétaire*»). Vivement les autres, qu'on les apprenne par cœur.

Lecture au Lion d'or

Demain soir, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, les équipes de «gazelles» FAM (Femmes autonomes du monde) présenteront une lecture-bénéfice. Les profits de la soirée seront offerts aux représentantes de la Fondation FAM qui participeront au Rallye Aïcha des Gazelles au Maroc en avril prochain. Les deux équipes comprenant chacune deux «gazelles» ont choisi un texte percutant de Zehira Houfani-Berfas, une écrivaine canadienne d'origine algérienne, *Lettre d'une musulmane aux Nord-Américaines*. Le spectacle-lecture sera dirigé par la metteuse en scène Marie-Louise Leblanc. Cinq comédiennes composent la distribution: Christine Bellier, Suzanne Bolduc, Suzanne Clément, Catherine Hamann et Louise Laparé. Une discussion suivra la lecture.



Annik Hamel



Daniel Soulières



Benoît Lachambre



Sophie Corriveau

SOURCE ESPACE JEAN-PIERRE PERREAULT

Les danseurs révélés

RENCONTRES INUSITÉES

Une installation vidéographique d'Alain Francœur. Du 5 au 8 mars et du 12 au 15 mars à l'Espace chorégraphique Jean-Pierre Perreault

FRÉDÉRIQUE DOYON

L'art parfois difficilement pé- nétrable qu'est la danse se donne enfin l'occasion de se dire, de s'exprimer avec des mots. Troisième projet de Danse-Cité de l'année, *Rencontres inusitées* réunit les témoignages et confidences de 20 interprètes en pleine maturité dans une installation vidéo et audio conçue et réalisée par Alain Francœur. Une rencontre quotidienne avec deux de ces interprètes s'ajoute à l'installation.

Danseur, chorégraphe et metteur en scène, Alain Francœur a mis en espace les états d'âme et les opinions de Sophie Corriveau, Annik Hamel, Benoît Lachambre, Manon Levac, Robert Meilleur, Catherine Tardif, Daniel Soulières, directeur général et artistique de Danse-Cité, et bien d'autres encore. Une douce sobriété règne d'ailleurs comme pour laisser toute la place aux paroles des danseurs.

Déjà, le lieu choisi pour déployer cette installation donne un point particulier à l'excursion du spectateur: l'Espace chorégraphique Jean-Pierre Perreault offre

un environnement ouvert et généreux pour la mise à nu des interprètes, ces artistes auxquels Jean-Pierre Perreault, décédé en novembre dernier, vouait un amour infini. Une des salles propose d'ailleurs une petite exposition des œuvres picturales de ce chorégraphe qui mettait l'humain au cœur de son travail artistique, qu'il s'agisse de scénographie, de chorégraphie ou de peinture.

Dans le studio principal, les spectateurs se munissent d'un casque d'écoute pour déambuler librement. Au milieu trône une superbe structure, quasi sculpturale, à écrans doubles, qui donne corps aux projections vidéo où défilent tour à tour les visages des interprètes, des extraits de spectacles et des images d'enfants en classe de danse. Ces images sont souvent en surimpression pour les nimer d'une douce poésie.

Le montage en boucle d'extraits d'entrevues aborde toutes les questions qu'on rêverait de poser aux danseurs. On apprend alors leur responsabilité en tant que danseurs, celle, par exemple, de susciter des émotions que le public ne soupçonne pas. On se surprend de les découvrir si peu éfrayés par le fait de voir leur corps

vieillir, ce corps qui raffine sa propre intelligence avec les années. On frémit à les entendre raconter leur état de grâce et de communion innommable quand ils sont sur scène. Pour certains, la douleur de danser est pareille à celle de vivre tandis que, pour d'autres, elle se transforme plutôt en une intense fatigue musculaire.

C'est la puissance d'interprétation des danseurs qui fait bien souvent la grandeur des œuvres

Emouvants pour l'habitué de la danse, les témoignages deviennent intrigants pour le néophyte, qui peut y trouver une belle manière de faire connaissance avec cet art. L'entrée libre de l'exposition-installation permet d'ailleurs d'y passer tout le temps qu'on veut.

Dans une autre salle, deux danseurs, chaque jour différents, sont mis à l'honneur au-travers d'extraits vidéo de pièces du répertoire québécois. On croit (re)découvrir des œuvres marquantes de l'histoire de la danse. Mais une grande vérité surgit alors de l'ombre où elle se tenait depuis quelques décennies: c'est la puissance d'interprétation des danseurs qui fait bien souvent la grandeur des œuvres. Il ne faut pas oublier que la tendance actuelle à mettre le chorégraphe sur un piédestal est un phénomène relativement nouveau...

Habiter chez Louis-Joseph Papineau



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

PARCS CANADA s'apprête à mettre en location un appartement situé dans la maison Papineau, une résidence du Vieux-Montréal qui a appartenu au célèbre homme politique du XIX^e siècle. L'appartement sera offert au coût mensuel de 3800 \$. Des défenseurs du patrimoine ont critiqué cette décision et souhaiteraient plutôt que Parcs Canada restaure l'immeuble, idéalement pour le transformer en musée ou en centre d'interprétation.

Une adhésion sur une base individuelle

Ministre et militante

Diane Lemieux est membre en règle de Culture Montréal depuis une semaine

STÉPHANE BAILLARGEON LE DEVOIR

La ministre de la Culture et des Communications du Québec, Diane Lemieux, est membre en règle de Culture Montréal (CM). Elle a acheté sa carte et payé sa cotisation de 35 \$ lors de l'assemblée générale annuelle de l'organisme, vendredi dernier à Montréal. Culture Montréal, fondé en février 2002, se définit comme «une organisation indépendante et sans but lucratif, rassemblant toute personne intéressée à promouvoir la culture sous toutes ses formes comme élément essentiel du développement de Montréal». Le groupe se présente aussi comme «un lieu de réflexion, de concertation, de coordination et d'intervention dont l'action est orientée vers les milieux culturels, les instances décisionnelles politiques et civiles, de même que les citoyens».

Bref, on dirait bien un groupe de pression. Est-il acceptable qu'un ministre intègre un tel groupe? «Culture Montréal accepte les individus et Diane Lemieux a adhéré à Culture Montréal sur une base individuelle», répond Marjolaine Perreault, porte-parole de la ministre. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, Mme Lemieux a d'ailleurs déclaré à l'assemblée, vendredi dernier, qu'elle se joignait à l'organisme à titre personnel et en tant que Montréalaise mais non à titre de ministre.

Le site Internet de CM précise en effet que «toute personne qui adhère à la mission et aux objectifs de Culture Montréal peut devenir membre de l'organisation, en son nom propre ou comme représentant d'un organisme». Le nom de ce prestigieux membre

n'est pas encore diffusé sur ce site avec les 312 autres adhérents en règle recensés à la veille de l'assemblée générale.

«Nous ne sommes pas un groupe de pression mais un groupe de concertation», commente pour sa part Camille Bégin, porte-parole de Culture Montréal. Du même coup, elle confirme que Mme Lemieux a intégré ses rangs. «Nous travaillons dans un sens de concertation et non de confrontation.»

Au cours des derniers mois, CM a notamment fait pression pour l'augmentation des budgets du Conseil des arts de Montréal, qui stagne depuis des années. Le maire Tremblay n'a rehaussé l'enveloppe de neuf millions de l'institution que de 350 000 \$ à son premier budget, l'automne dernier. Les dirigeants de CM ont dénoncé cette décision à maintes reprises.

Par ailleurs, Culture Montréal est maintenant le seul organisme du genre à Montréal puisque l'assemblée générale a entériné et officialisé l'intégration des membres de l'association concurrente, le Conseil de la culture de Montréal. Les groupes distincts — et, à vrai dire, opposés depuis plus d'un an — visaient un même objectif: défendre la culture dans la nouvelle ville fusionnée. CM travaille dans une large perspective qui rassemble «toute personne intéressée à promouvoir la culture sous toutes ses formes». Le conseil soutient d'abord et avant tout les intérêts des artistes professionnels.

L'association des professionnels des arts s'est dissoute vers 15h vendredi. L'assemblée générale de CM a ensuite accepté l'intégration des membres du conseil selon les modalités d'une entente négociée il y a plusieurs mois.

EN BREF

Un espace Riopelle au musée

(Le Devoir) — Le Musée national des beaux-arts du Québec vient d'inaugurer un nouvel espace permanent en hommage à Jean-Paul Riopelle, décédé il y a tout juste un an. Situé au quatrième étage du pavillon Charles-Baillargé, l'espace à caractère intime met en scène deux œuvres importantes acquises par l'institution en 2002: un bronze de la Française Roseline Grandet montrant Riopelle assis dans un fauteuil ainsi qu'un relief, en bronze également, de Riopelle, représentant un hibou. Le musée possède d'autres salles dédiées à l'œuvre de l'artiste québécois.

Fleetwood Mac en tournée cet été

(PC) — Le groupe Fleetwood Mac vient d'annoncer qu'il reprendra la route une nouvelle fois. Les auteurs de l'un des albums les plus populaires de tous les temps, *Rumours*, vont entreprendre une tournée d'une quarantaine de villes à compter du 7 mai à Columbus, en Ohio. Stevie Nicks, Lindsey Buckingham, Mick Fleetwood et John McVie seront de la partie. Pour l'instant, aucune ville canadienne n'est à l'horaire. De plus, Fleetwood Mac présentera auparavant un tout nouveau CD studio intitulé *Say You Will*, qui sera disponible à compter du 15 avril.

Début des Rendez-vous de la francophonie

(PC) — C'est demain que commence l'édition 2003 des Rendez-vous de la francophonie. Plus de 1200 activités démontrant la vitalité de la langue et de la culture francophone auront lieu un peu partout au pays jusqu'au 23 mars. Une émission spéciale de *La Fureur*, enregistrée à Ottawa en compagnie de 10 000 spectateurs, sera notamment diffusée sur les ondes de la télévision de Radio-Canada le 21 mars. L'Orchestre des jeunes de l'Ontario français effectuera également, au cours de cette période, une tournée nationale qui le mènera dans huit villes différentes. Il sera aussi possible d'écouter sur Internet Radio-enfant et Ado-radio. La porte-parole de l'édition 2003 des Rendez-vous de la francophonie est la chanteuse Gabrielle Destroismaisons.

Mick Jagger l'inconnu

(AP) — Les Rolling Stones vont donner des spectacles en Chine pour la première fois, dans le cadre de leur 40^e anniversaire, mais les Chinois ne savent même pas qui est Mick Jagger, ont indiqué hier les organisateurs des deux concerts. Jusqu'à ce début d'année 2003, aucun disque des Rolling Stones ou de Mick Jagger n'a été officiellement distribué dans le pays le plus peuplé du monde. Un porte-parole de la compagnie EMI en Chine a précisé que seule la compilation *Forty Licks* a été lancée dans ce pays un peu plus tôt cette année. Les spectacles seront donnés à Pékin et à Shanghai en avril. Les gérants des Stones se sont dit secoués lorsqu'on leur a annoncé qu'il fallait donner un peu de temps aux Chinois afin d'apprendre à connaître la musique du groupe.

Montréal Nouvelles Musiques

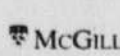
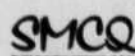
Festival international du 2 au 11 mars 2003

www.festivalmm.ca (514) 843-9305

Le 7 mars à 19h30 : Les temps modernes McGill Symphony Orchestra, direction Alexis Hauser et Denys Bouliane, Salle Pollack, 555 rue Sherbrooke O. (514) 398-4547

21h30 : Licks and Brains Quasar et l'Ensemble de la SMCQ, direction Walter Boudreau, Salle Pierre-Mercure, 300 boulevard de Maisonneuve E. (514) 987-6919

www.admission.com (514) 790-1245 ou 1-800-361-4595



WEEK-END NATURE

Une piste dédiée aux sports non motorisés

60 kilomètres de glisse au pays des chiens-loups

Le ski de fond offrira sa plus belle glisse de l'hiver en fin de semaine, et vous êtes déjà en train de songer au centre où vous irez ce week-end.

Mais vous est-il arrivé de vous imaginer sur une piste sauvage bien battue, sans les deux «rails» classiques, où les seules rencontres seraient des équipages de chiens attelés avec leur halètements joyeux? Une piste de 60 kilomètres, aussi longue, en somme, que celle du Petit Train du Nord mais totalement implantée en milieu sauvage, dans ces véritables jungles nordiques hivernales que sont les ZEC une fois ensevelies sous la neige?

Une telle piste, aussi méconnue que magnifique, existe bel et bien depuis le début de l'hiver à une heure trente de Montréal, d'accès gratuit mais réservé aux amateurs de sports non motorisés. Elle est gérée par la Corporation des sentiers de sports canins de Lanaudière. Il était écrit dans le ciel qu'une pareille piste devait être ouverte un jour dans cette région, probablement celle du Québec qui compte le plus grand nombre d'attélagés canins, parce qu'elle est aussi la deuxième région du Québec en ce qui a trait à la production de poulets.

«Ça pas rapport!», me dirait un ado de ma connaissance! Et pourtant, oui, c'est rapport: plusieurs meutes s'approvisionnent gratuitement en poulets chez des éleveurs de cette région agricole qui, autrement, devraient payer pour se débarrasser de tous les poulets qui meurent chaque jour dans leurs établissements. L'abondance de ces poulets a par ailleurs généré une industrie de la nourriture pour animaux dans Lanaudière, qui permet aux propriétaires de meute de nourrir à bon compte les meutes de six à quarante pitous que les plus mordus possèdent, ceux qui ont besoin d'une écurie complète pour les compétitions qui les mènent chaque hiver jusqu'en Alaska ou en Oregon, où ils imposent l'excellence des attélagés québécois.

Jusqu'à cette année, les mushers de Lanaudière, c'est-à-dire les conducteurs de traîneaux à



Louis-Gilles Francœur

chiens, entretenaient deux pistes d'environ 15 kilomètres chacune. L'une partait de Saint-Damien en direction de Saint-Zénon, l'autre partait de Saint-Zénon en direction de Saint-Damien... Lors des assemblées annuelles de l'association régionale des mushers, on a souvent organisé des corvées pour allonger la piste de un ou deux kilomètres.

Il y a deux ans, l'association a décidé de régler l'affaire d'un seul coup. Pourquoi ne pas ouvrir en une seule année les 30 kilomètres qui restent au lieu de mettre 30 ans pour le faire? Ici, je dois avouer être personnellement en cause: en effet, j'étais du groupe à l'origine de cette idée, et celle-ci, sous l'impulsion d'une équipe hypermotivée et du Conseil régional de l'environnement de Lanaudière, devait devenir un projet collectif aux résultats étonnants.

On n'imagine pas la somme d'efforts, de compétences et d'institutions publiques ou privées qu'il faut mobiliser pour ouvrir un chemin en forêt de 60 kilomètres! Personne, dans la petite association régionale des mushers, ne savait comment remplir une demande de subvention... C'est le Conseil régional de l'environnement, et plus particulièrement Michel Lambert, qui a piloté le projet devant les instances privées et publiques, notamment auprès du Fonds d'action québécois pour le développement durable (FA-QDD). Ce fonds de 45 millions, créé entre autres pour permettre la création d'équipements collectifs durables et plus écologiques, a finalement débloqué la masse critique d'argent qui a rendu le projet possible, soit 65 000 \$. Une

somme équivalente a été fournie par des organismes de la région, qui se sont mobilisés en un temps record pour créer une infrastructure populaire vouée aux sports canins et aux sports non motorisés dans une région où la motoneige impose sa suprématie depuis des années...

C'est ainsi que la Fédération régionale des caisses populaires de Lanaudière, la société Ciment Saint-Laurent, la Fondation de la faune du Québec, la petite revue *Le Garagiste* et Emploi Québec se sont retrouvés, si on peut dire, attelés derrière le projet. La ZEC des Nymphes, que la piste de 60 kilomètres traverse en majeure partie, a pour sa part fourni une des contributions les plus essentielles, qui va dans le sens de l'ouverture de ces territoires fauniques à des activités récréatives nature. Et les trois municipalités de Saint-Zénon, Saint-Damien et Sainte-Émélie-de-l'Énergie continueront de contribuer au sein de la corporation régionale, qui gère désormais cette nouvelle infrastructure régionale multifonctionnelle qui pourrait s'ajouter dès l'été prochain au réseau des grands sentiers régionaux et nationaux.

Deux ans plus tard, le ruban enneigé de 60 kilomètres voit maintenant défiler chaque jour des équipages de chiens endiablés parmi les rares skieurs qui ont jusqu'à présent évité ce secret bien gardé... et qu'on gardera entre nous, d'accord?

Les travaux de déboisement de la nouvelle piste dédiée aux sports non motorisés ont commencé en mars et se sont terminés en novembre. Au total, 32 ponts de quatre à dix mètres de longueur ont été construits. À deux endroits où la piste croisait celle des motoneiges, on a construit des tunnels avec des tuyaux de quatre mètres de diamètre qui permettent aux mushers de passer sans contrainte sous les «chiens de tôle», comme les autochtones ont baptisé les motoneiges.

La piste sera notamment utilisée par une petite entreprise de Saint-Michel-des-Saints, Évasion Nature, qui se spécialise dans les expéditions en traîneaux à



PHOTO LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Au départ de la piste à Saint-Zénon, les instructions sont très claires: pas de bolides motorisés!

chiens. À Saint-Jean-de-Matha, une autre petite entreprise, Skios-skis (☎ 450 886-3661), initie maintenant les amateurs au ski-loup en terrain plat, une étape obligée avant de foncer dans les montagnes sur la piste des loups et des chiens-loups.

Deux mises en garde s'imposent cependant quand on fonce sur une piste de ce type. D'abord, il est préférable d'avoir des skis de fond de type hors piste, i.e. équipés de carres d'acier, car la

piste actuelle n'est pas tracée avec les deux sillons habituels. Ça viendra, assure Michel Lambert. Des skis de fond ordinaires sont fort erratiques dans ces deux sillons. D'autre part, comme il n'y a aucun abri le long de la piste, sauf à 12 kilomètres du point de départ de Saint-Damien, de l'autre côté du lac La Pluie, il faut avoir des réserves d'énergie pour revenir et se débrouiller en cas d'orteils gelés, etc. Mais on peut compter sur un bon chocolat chaud à la

roulotte installée au point de départ. Certains ont commencé à faire du camping d'hiver en bordure du nouveau sentier. Mais il faut avoir les moyens de ses rêves pour faire une pareille équipée en toute sécurité.

Rétrospectivement, en jetant un coup d'œil sur le modeste point de départ de cette idée, je ne peux m'empêcher de penser que la réalisation de projets de cette envergure, qui exigent une incroyable mobilisation du milieu, perpétue au fond, tout en la renouvelant, la magnifique tradition de la corvée à la québécoise.

■ Entrée par Saint-Damien: de Joliette, on se rend par la route 131 à Saint-Jean-de-Matha, qu'on dépasse d'environ huit kilomètres jusqu'au chemin de Saint-Damien (sur la droite, juste après le poste d'Hydro-Québec). On fait 800 mètres et on tourne à gauche, avant le pont, direction Crique-à-David Ouest. Le poste d'accueil se trouve environ 1,5 kilomètre plus loin. La route est ensuite carrossable, du moins à ce temps-ci de l'année, jusqu'au point de départ des chiens, quelques kilomètres plus loin.

■ Entrée par Saint-Zénon: on continue sur la route 131 jusqu'à Saint-Zénon, qu'on dépasse de quelques kilomètres jusqu'à l'affiche sur la droite indiquant la route pour la réserve faunique Mastigouche. Quelques kilomètres plus loin, on tourne à droite au rang Saint-Joseph (à l'intersection, au chenil Gee-Haw). Pour obtenir des renseignements sur la piste: ☎ (450) 884-0837. La piste commence à gauche, à la petite enseigne, juste après la grosse meute de chiens...

■ Musher: le mot désigne les conducteurs d'attélagés de chiens. Certains disent qu'il vient du commandement «Marche!» qu'utilisait un Français pour commander ses chiens à l'époque du Klondike. D'autres disent qu'il désignait plutôt les «marcheurs» qui, en raquettes, devançaient leurs chiens pour leur taper la piste. Tous s'entendent cependant sur l'origine française de ce terme d'allure anglaise mais désormais officiellement francisé!

WEEK-END SPORTS

La saison de Formule 1 commence ce week-end avec le Grand Prix d'Australie

Trop de nouveaux règlements, c'est comme pas assez, selon Villeneuve

PRESSE CANADIENNE

Melbourne, Australie — Hier 14h10, heure australienne, Jacques Villeneuve passe dans le paddock. Il affiche un large sourire laissant deviner une forme resplendissante. Le Québécois semble enfin aborder une nouvelle saison de Formule 1 confiant. Il ne croit pas que les nouveaux règlements du jeu, même sévèrement critiqués, vont tout chambouler.

«Il y a beaucoup de bruit pour rien — un grand bazar. Il est vrai que quand ils ont été faits, il y a quelques mois, ça suffisait. Ce n'était pas la peine d'en refaire il y a un mois. Car si on en fait trop, après on ne sait plus ce qui était bon ou mauvais», a-t-il dit.

«Quand les règlements proposaient un tour chacun et la voiture dans le parc fermé, c'était génial et excitant.

Maintenant, comme il faut se qualifier avec de l'essence, cela devient un peu ridicule parce que ça ne sert à rien de se défoncer et de faire un tour spécial alors que la personne devant risque d'avoir moins d'essence.»

«On ne saura jamais qui est vite et surtout pour quelle raison. C'est un peu dommage car en course, tout ce que cela occasionnera, c'est que lors des premiers tours il n'y aura pas de déplacements parce que les voitures contenant moins d'essence vont continuer de rouler sur leur temps de qualification et ainsi de suite, tout au long de la grille. Au bout de cinq tours, il y en aura quelques-uns qui feront leur arrêt aux stands et ceux qui devraient normalement se battre seront espacés de 20 secondes au lieu de cinq.»

«Je suis convaincu que les gens vont trouver cela génial pendant trois courses parce qu'ils risquent

de voir une Minardi se qualifier quatrième et peut-être une Jordan devant parce qu'elles auront roulé avec peu d'essence. Cela n'est pas très réel et risque de fausser complètement les données surtout que cela n'empêchera pas la Ferrari et Michael Schumacher de gagner.»

«De plus, c'est dommage que nous ayons le droit d'avoir les voitures dans les stands après les qualifications, car je crois qu'il en sera plus facile de changer les réglages — de tricher — sans que personne ne s'en rende compte. Certaines équipes vont mieux faire que d'autres et cela aussi, c'est dommage. Je crois qu'il aurait été mieux de laisser les voitures dans le parc fermé et de ne plus y toucher jusqu'à la course.»

Une BAR-Honda vraiment rapide

Les essais hivernaux furent très

révélateurs pour Villeneuve, qui affirme bénéficier d'un châssis meilleur qu'à l'époque où il pilotait pour Williams: «C'est encore mieux qu'en 1997. La voiture est vraiment incroyable à piloter. C'est vraiment un jouet et je peux faire tout ce que je veux avec», a-t-il raconté.

«Maintenant, ce ne sont que des problèmes de fiabilité. Tout ce qui est suspension et ailerons, il n'y a pas de problèmes. C'est surtout sur le lien moteur et boîte de vitesse et hydraulique où nous avons encore quelques problèmes. Nous sommes performants sur une simulation de course, donc en effectuant plusieurs tours d'affilée. Sur un tour de qualification, on a encore du mal à chauffer nos pneus. Mais on a vraiment une voiture pour marquer des points. Bridgestone a aussi fait des pneus exprès pour Avant, on les donnait à Ferrari et nous devions nous débrouiller avec

les mêmes. Cela aussi est très positif.»

Ses relations avec Button

Villeneuve a démenti certains écrits rapportant que lui et son nouveau coéquipier, l'Anglais Jenson Button, ne feraient pas bon ménage: «Il n'y a jamais eu de vrais problèmes entre lui et moi. Nous nous entendons bien et nous n'avons pas encore vraiment travaillé ensemble parce que nous n'étions pas aux essais ensemble. C'est tout.

«Vous savez, lorsqu'il est arrivé en Formule 1, les médias et son équipe semblaient dire que c'était le prochain champion du monde. Et moi tout ce que j'ai dit c'est que ce n'est plus un jeune pilote. Il a déjà couru 50 Grands Prix. Il n'est pas encore monté sur le podium. Attendez donc de voir ce qu'il va faire cette année. C'est tout. Il faut juste rester calme. Rien de plus.»

Expos 3, Cardinals 6

Barrett obtient son premier coup sûr mais Vazquez trébuche

PRESSE CANADIENNE

Jupiter, Floride — Le travail supplémentaire effectué dans la cage des frappeurs par Michael Barrett au cours des derniers jours a finalement porté ses fruits.

Le receveur des Expos a obtenu son premier coup sûr du camp d'entraînement dans l'environnement familial du stade Roger Dean de Jupiter, mais ce ne fut pas suffisant et les Expos se sont inclinés 6-3 contre les Cardinals de St. Louis dans le premier match d'un programme double.

Si Barrett, qui avait été blanchi à ses 11 premières présences, est sorti de sa torpeur, Javier Vazquez, qui n'avait rien cédé lors de sa première sortie, a connu toutes les difficultés du monde. Il s'est effondré en troisième manche, cédant un grand chelem au voltigeur de gauche Albert Pujols.

En quatre manches, le droitier a donné six coups sûrs, deux buts sur balles et cinq points. Il a tout de même retiré cinq frappeurs sur des prises.

Mais à sa décharge, il faut dire qu'il aurait pu s'en tirer un peu mieux. Dans cette troisième manche, il a cédé deux petits simples, un but sur balles et Pujols a profité d'une bonne bris.

Vazquez a eu le malheur de donner un but sur balles à son opposant Matt Morris pour entreprendre la manche, sa plus grande faute finalement.

Fernando Vina a suivi avec un simple dans la droite, un roulant qui a percé l'avant-champ.

Matt Cepicky, qui marque encore des points, a ensuite volé un coup sûr à Miguel Cairo en plongeant au champ gauche pour capter son coup en flèche.

Orlando Palmeiro a ensuite surpris tout le monde en déposant un amorti. Le joueur de troisième but Scott Hodges a bien récupéré la balle, mais il n'avait aucune chance de retirer le coureur.

Pujols a expédié le tir suivant par dessus la clôture du champ centre-gauche.

Dan Smith, qui sera un des membres du comité de releveurs, a lui aussi connu une sortie difficile. Il a cédé l'autre point des Cardinals, en cinquième manche. En une manche, il a donné deux coups sûrs et un but sur balles.

Cepicky a produit un des points des Expos avec un double. Wil Cordero et Jose Macias ont eux aussi obtenu des doubles.

Brad Wilkerson, qui avait été écarté du jeu au cours des derniers jours à cause d'une blessure à la cheville gauche, a été utilisé comme frappeur suppléant. Il n'a pas obtenu de coup sûr, mais a pu courir sans problème jusqu'au premier.

Morris a lancé pendant quatre manches, cédant six coups sûrs. Il n'a cependant permis que deux points.

Le gaucher Jeff Fassero a fermé la porte en neuvième pour les Cards, retirant dans l'ordre les trois frappeurs à l'affronter.

Vladimir Guerrero a été blanchi à ses trois présences à la plaque.

LE CANADIEN

Julien montre du doigt son trio défensif

FRANÇOIS LEMENU PRESSE CANADIENNE

Anaheim, Californie — Claude Julien cachait mal sa frustration après la défaite contre les Mighty Ducks, mercredi. L'entraîneur du Canadien n'a pas apprécié la performance de son trio défensif, responsable de deux des trois buts du Anaheim.

«Des erreurs nous ont encore coûté cher, a-t-il déploré. Notre trio défensif a été sur la patinoire pour deux buts des Mighty Ducks», a-t-il ajouté en parlant de Niklas Sundstrom, Joé Juneau et Andreas Dackell.

Juneau n'a pas joué un grand match, c'est vrai. Il y avait cependant des circonstances atténuantes. Juneau était affaibli par la grippe et n'aurait pas dû prendre part à la rencontre.

Le Canadien a livré deux bonnes périodes avant de concéder deux buts à l'adversaire en l'espace de 63 secondes au troisième vingt.

«On a joué avec intensité pen-

dant 40 à 50 minutes. Mais on n'a pas su profiter de nos chances. Ça va prendre plus que ça pour l'emporter», a commenté Julien.

Il est difficile de l'emporter lorsque l'attaque se limite à un but. Seul Saku Koivu est parvenu à déjouer le gardien suisse Martin Gerber. Donald Audette, qui a préparé le but de Koivu, a lui-même raté une belle occasion vers la fin de la deuxième période.

«Je pense qu'on a joué un bon match sur la route», a dit Audette, qui a dirigé six lancers au filet des Mighty Ducks. «Mais on va devoir profiter de nos chances.»

Le match a basculé en troisième quand Mike Leclerc et Patric Kjellberg ont déjoué José Théodore. «Une séquence de quatre à cinq minutes a fait la différence, a noté Audette. Il faut aussi donner crédit aux Mighty Ducks. Ils ont exercé un bon échec-avant en début de match. On a dû s'ajuster. Mais c'était pas facile d'ajuster. Mais qu'ils se regroupaient à quatre à leur ligne bleue.»

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

	Section Nord-Est				
	G	P	NDP	BP	BC
Ottawa	41	18	7	1	211 146 50
Toronto	37	26	4	1	197 173 79
Boston	30	26	8	3	198 191 71
Montréal	24	28	8	7	167 196 83
Buffalo	20	32	8	6	147 176 54

	Section Atlantique				
	G	P	NDP	BP	BC
New Jersey	38	17	6	5	174 138 87
Philadelphie	35	17	2	156	133 83
N.Y. Islanders	30	26	9	2	179 184 71
N.Y. Rangers	27	31	9	2	181 204 85
Pittsburgh	25	34	4	5	166 206 59

	Section Sud-Est				
	G	P	NDP	BP	BC
Washington	32	25	8	4	189 181 75
Tampa Bay	29	23	10	5	181 179 78
Floride	20	26	12	9	155 196 61
Atlanta	22	33	6	4	173 232 54
Caroline	19	34	9	6	141 193 58

ASSOCIATION DE L'OUEST

	Section Centrale				
	G	P	NDP	BP	BC
Detroit	37	17	9	3	209 165 86
St. Louis	35	18	8	6	212 171 84
Nashville	26	25	10	5	163 164 67
Chicago	24	28	10	5	160 172 63
Columbus	24	33	7	2	173 211 57

	Section Nord-Ouest				
	G	P	NDP	BP	BC
Vancouver	39	18	10	1	215 172 89
Colorado	33	15	11	7	196 160 84
Minnesota	33	23	9	1	160 143 70
Edmonton	27	23	8	8	176 185 76
Calgary	21	31	10	4	150 193 56

	Section Pacifique				
	G	P	NDP	BP	BC
Dallas	37	13	15	2	206 138 91
Anaheim	32	24	8	4	163 162 76
Los Angeles	28	30	4	4	172 181 64
Phoenix	26	28	8	4	169 180 84
San Jose	24	30	6	5	176 189 59

Hier

Buffalo	4	Toronto	2
Columbus	5	Vancouver	4 (P)
Atlanta	4	Washington	4
Caroline	4	Pittsburgh	0
Boston	4	N.Y. Islanders	1
St. Louis	6	Phoenix	3
Minnesota	2	Nashville	2
Edmonton	2	Los Angeles	2
Montréal	3	San Jose	2

Aujourd'hui

Philadelphie	à	N.Y. Rangers	19h
Minnesota	à	Caroline	19h
Floride	à	Atlanta	19h30
Colorado	à	Tampa Bay	19h30
St. Louis	à	Detroit	19h30
Calgary	à	Chicago	20h30
Nashville	à	Dallas	20h30
Edmonton	à	Anaheim	22h30

Demain

Washington	à	Boston	13h
Vancouver	à	Toronto	19h
New Jersey	à	N.Y. Islanders	19h
Colorado	à	Philadelphie	20h
Calgary	à	Columbus	19h
Ottawa	à	Pittsburgh	19h30
Buffalo	à	Los Angeles	19h30
San Jose	à	Phoenix	21h
Montréal	à	Los Angeles	22h